

FOI ET DEVELOPPEMENT

49 rue de la Glacière - 75013 Paris - France
Tel 33(0)1 47 07 10 07 - e-mail: publications@lebret-irfed.org

N° 335 – juillet-août 2005

L'EAU, UN ENJEU CRUCIAL POUR NOTRE PLANÈTE

Une critique africaine de la raison néolibérale

par Jean-Blaise Kenmogne*

« *L'eau, c'est la vie* ». Jamais vérité ne fut plus actuelle ni plus pressante, puisque l'inégalité devant l'usage de l'eau confine au scandale mondial. Bien monnayable et souvent privatisé, richesse stratégique, il est permis de se demander si l'eau ne sera pas l'objet des principaux conflits de notre siècle. « *Elles n'ont pas de pétrole* », raillait-on il y a quelques décennies les nations privées de l'huile précieuse.

Devant l'ampleur des enjeux présents, l'indifférence néolibérale face au destin de milliards d'individus est proprement révoltante. Jean-Blaise Kenmogne garde néanmoins son sang-froid, encouragé par l'émergence du mouvement altermondialiste, lui-même engagé de manière résolue dans la lutte en faveur d'un développement durable, équitable et conscient de ses responsabilités écologiques.

Ne nous faisons cependant aucune illusion : la bataille n'est pas gagnée d'avance. Les esprits ont beaucoup de peine à modifier des comportements habitués au gaspillage quotidien. L'auteur de l'article, tout en voyant s'ouvrir « *un vaste horizon d'espérance* », se risque à parler d'une « *malédiction* » néolibérale ! Le mot est dur ! Pour vaincre la « *malédiction* », devant les enjeux de l'eau, aucune force ne sera de trop. Force de sagesse, cela s'entend.

Mais encore faut-il ne pas se contenter de « *machines à fabriquer des mots d'ordre illusoires* » et avoir le courage de mettre en œuvre des projets éthiques et politiques cohérents, précise Jean-Blaise Kenmogne. L'Afrique, sur ce plan, a encore quelques enseignements à nous proposer.

Albert Longchamp

* Jean-Blaise Kenmogne est pasteur de l'Eglise évangélique du Cameroun, directeur général du Cercle international pour la promotion de la création (CIPCRE) qu'il a fondé en 1990 et directeur de publication du magazine *Ecovox* (www.cipcre.org/ecovox). Il est engagé depuis plus de 20 ans dans l'action écologique, le développement durable et la promotion de la société civile au Cameroun et en Afrique Centrale.

De temps à autre, lorsque parviennent aux oreilles de la conscience mondiale les échos d'une sécheresse qui s'annonce ou sévit quelque part dans une région de notre planète, nous nous rendons compte que l'eau est véritablement une denrée vitale pour l'humanité. Les images que nos télévisions nous offrent quelquefois et qui montrent des êtres humains faméliques et squelettiques en périodes de famine due aux grandes sécheresses au Soudan, en Ethiopie ou au Sahel, touchent parfois nos cœurs et bouleversent nos esprits. Nous comprenons alors à quel point « l'eau c'est la vie », combien elle est inégalement répartie dans le monde et combien toute

l'existence de l'humanité dépend de notre relation à cette denrée essentielle.

De même, lorsque parviennent à nos oreilles les échos des conflits entre peuples, entre nations et entre communautés humaines concernant la maîtrise de l'approvisionnement en eau potable, nous comprenons que l'eau est un enjeu politique et stratégique capital. Les guerres israélo-palestiniennes, les conflits sociaux dus à la construction sauvage des barrages en Inde ou en Chine et au déplacement forcé des populations qui s'en est suivi, les tensions liées à la mise en valeur des grands fleuves comme le Nil, le Sénégal, le Niger ou le Congo en Afrique, tout montre que la gestion de l'eau sera de

plus en plus pour notre monde un problème prioritaire.

Une question de vie ou de mort

Elle le sera d'autant plus qu'aujourd'hui, l'accès à l'eau et sa consommation sont régis par un principe d'injustice inacceptable. Un citoyen des Etats-Unis, par exemple, consomme 20 fois plus d'eau potable qu'un ressortissant d'un pays du Sud, souvent pour des activités qui n'ont rien d'essentiel ou de vital. A la moindre annonce d'une petite sécheresse en Europe ou aux Etats-Unis, on voit la panique s'emparer des populations, non parce que les gens

pensent que l'eau va manquer pour leurs besoins fondamentaux, mais parce qu'ils se sentiront obligés de renoncer à certaines pratiques quotidiennes dont ils pourraient cependant bien se passer : nettoyer les voitures, remplir les piscines, arroser les jardins ou laver les animaux domestiques.

L'eau relève pour eux du domaine de l'évidence quotidienne et l'on peut la gaspiller sans état d'âme, alors qu'elle est pour d'autres régions du monde une question de vie ou de mort. Aujourd'hui même, des milliers et des milliers de personnes meurent chaque année du manque d'eau potable ou de maladies liées à l'insalubrité de leurs rivières, de leurs ruisseaux, de leurs sources, de leurs lacs ou de leurs fleuves. Beaucoup d'autres vivent complètement hors de tout système d'assainissement, de traitement et de distribution convenable de l'eau dans leurs pays.

Plus grave, nous vivons dans un monde où l'eau est soumise au système du profit privé, au détriment des intérêts publics et communautaires. Au nom de la logique féroce du libéralisme, presque tous les pays d'Afrique sont condamnés à subir les diktats des privatisations dont les grandes entreprises mondiales sont désormais les maîtres du jeu. Presque tous ont cédé aux intérêts privés dans un domaine aussi vital que la distribution et la consommation de l'eau. Ils ont ainsi placé leur vie sous le rouleau compresseur des seigneurs du néo-capitalisme mondialisé et des puissances de la globalisation de l'argent.

En leur sein, l'eau est devenue un bien monnayable, une denrée dont la qualité dépend du poids financier du consommateur, en dehors de toute politique globale où l'accès à l'eau potable devrait être considéré comme un droit fondamental et inaliénable de chaque être humain. Les entreprises multinationales apparaissent ainsi comme les vrais maîtres de la vie de milliards d'hommes, de femmes et d'enfants dans le monde. Avec ce que cette domination entraîne comme risque de guerre commerciale entre entreprises, ou de guerre tout court, quand les grandes puissances de notre planète auront décidé de faire de l'eau l'arme de leur pouvoir sur tous les peuples. Comme elles le font déjà avec le pétrole¹.

Dans ces conditions, le système actuel qui réduit l'eau à une simple marchandise ou à un enjeu de puissance pour les pays riches appauvrit et tue l'imaginaire des peuples. Il anéantit tout

le pouvoir de rêve et toute la puissance des mythologies grâce auxquels l'eau a toujours été pour les populations une grande richesse dans le jeu de la rencontre entre le visible et l'invisible, le pur et l'impur, les vivants et les morts, le monde d'aujourd'hui et celui des générations futures. Cette perte du sens symbolique et existentiel de l'eau conduit les peuples à se couper des sources de leur identité profonde et des racines de leur être. Surtout quand il s'agit des populations dont toute l'histoire, comme en Afrique, est déterminée par la relation avec les génies des lagunes, les esprits des rivières et les forces profondes des océans et des mers. Coupée de cette dynamique métaphysique pour n'être plus qu'une denrée monnayable, l'eau est dévalorisée dans son être par le système mondial dans lequel les peuples sont condamnés à vivre aujourd'hui.

**Le système
actuel réduit
l'eau à une
simple
marchandise
ou à un enjeu
de puissance
pour les pays
riches.**

Faut-il laisser l'humanité sur la pente d'un système aussi injuste, aussi féroce et aussi ruineux pour la vie des peuples et des nations ? Est-ce dans un monde d'inégalités face à l'accès à l'eau et d'indifférence face à la vie des milliards d'êtres humains que nous aimerions vivre ? N'avons-nous pas un autre projet d'avenir que celui de nous laisser détruire par l'irresponsabilité actuelle et la perversion des puissances d'argent dont la seule ambition est de privatiser l'eau pour en faire le cœur de leur enrichissement immoral et de leur domination des peuples ?

Penser le problème de l'eau

Ces questions que nous posons sont des interrogations essentielles pour l'avenir, même si elles n'ont pas encore éveillé chez les peuples et les nations la conscience vitale qu'elles devraient normalement susciter. Elles concernent non seulement l'idée que nous devons avoir, tous et toutes, du destin global de l'humanité et du modèle qui régule les relations entre les peuples à l'échelle de la planète mais aussi de la responsabilité de chaque personne, de chaque pays et de chaque région du monde face aux choix fondamentaux à faire pour la qualité de la vie humaine aujourd'hui et demain.

Penser le problème de l'eau conduit en effet à mesurer l'état de la conscience que l'humanité a actuellement de sa destinée collective et la vigueur du sentiment de responsabilité que chaque citoyen et chaque pays ont de leur engagement. Ceci afin de remettre en cause le modèle actuel d'organisation de la société mondiale en vue d'imaginer de

nouvelles stratégies, à la fois locales et globales, de construction de l'avenir.

De ce point de vue, nous ne pouvons pas dire que les progrès réalisés soient à la hauteur de l'ampleur du problème posé. Certes, la conscience des questions liées à la crise écologique dans le monde actuel progresse petit à petit. C'est le cas si l'on considère les choses du point de vue des grandes conférences internationales et de la mobilisation humaine qu'elles ont rendue possible à l'échelle de la société civile ou à l'échelle des déclarations des responsables politiques dans beaucoup de leurs discours. De même, l'émergence du mouvement altermondialiste face au mammoth de la mondialisation ouvre un vaste horizon d'espérance en matière d'imaginaire pour un autre projet de société mondiale, de développement durable et de responsabilité écologique des citoyens et des peuples.

Peut-on cependant dire que des réalisations significatives ont été engagées à tous les niveaux pour que l'humanité dans son ensemble, tout comme les différentes régions et les différents pays du monde, prenne une autre direction que celle de l'inconscience, de l'indifférence, de l'irresponsabilité et de la perversion du libéralisme actuellement mondialisé ?

Vue d'Afrique noire, la situation n'est pas reluisante. Rien que dans le domaine des problèmes liés à l'eau tels que nous les abordons ici, on assiste à un véritable phénomène d'hypnotisation collective de nos peuples par le modèle néolibéral. Les privatisations s'enchaînent et se déploient sans réaction de la part des gouvernements ni révolte de vaste ampleur de la part des populations. Les politiques locales de production, d'assainissement et de distribution d'eau ne tiennent souvent compte ni des équilibres à établir entre les villes et les campagnes ni des besoins réels de toutes les populations en matière d'accès à l'eau potable. Ni même de l'urgence d'inscrire le problème de l'eau dans une vision globale de la conscience écologique et du développement durable face à l'avenir.

Tous les efforts que les gouvernements nationaux tentent de fournir pour briser et juguler la malédiction néolibérale en matière d'écologie et de développement durable sont neutralisés par la logique financière de rentabilité à court terme au détriment des besoins profonds des générations présentes et futures. De même, la mobilisation de la société civile dans ces domaines n'accouche souvent que d'une souris devant les problèmes monumentaux de chaque pays africain. Le néolibéralisme

tue ainsi le développement durable, le seul cadre à l'intérieur duquel le problème de l'eau devrait être pensé comme problème prioritaire pour chaque nation.

Cette malédiction néolibérale qui pèse sur chaque pays d'Afrique inter-tropicale pèse aussi sur les projets lancés par des groupes de pays dans le cadre d'aménagement des grands bassins fluviaux. Souvent, les logiques du profit pour les grandes entreprises prime sur celle du développement durable, du respect des équilibres écologiques et d'engagement pour plus de justice dans l'accès des populations à l'eau potable, en vue d'une véritable politique de progrès social.

Dans cette situation où les efforts locaux sont brisés dans leur élan par le contexte et le modèle que celui-ci promeut, il est urgent de poser le problème de l'eau en rupture avec la rationalité néocapitaliste à l'échelle mondiale et en fonction d'une autre vision du destin collectif de l'humanité.

L'exigence d'une éthique fondamentale

Dans la situation actuelle de l'humanité et devant les défis auxquels le monde fait face dans tous les enjeux liés à l'eau, il n'est plus possible en effet de continuer à penser l'avenir dans le cadre des impératifs et des schémas du néolibéralisme mondialisé. Il n'est pas possible non plus de laisser les choses telles qu'elles sont et de ne plus inscrire les dérives, les menaces et les pré-occupations, dont l'eau est l'enjeu, dans un nouveau cadre de pensée et d'action. Un cadre où la question de l'eau puisse être considérée non pas comme une préoccupation économique mais comme une exigence d'une éthique fondamentale pour l'humanité.

Une nouvelle sagesse est aujourd'hui nécessaire et nous devons la bâtir autour de nouveaux principes de vie clairement définis, avec de nouvelles stratégies d'engagement précis, au sein de nouvelles institutions à la fois locales et planétaires pour défendre de nouveaux modes de vie et de responsabilité solidaire.

Quand on est tant soit peu informé des cris d'alarme qui s'élèvent de la part des scientifiques conscients des dangers écologiques et des risques de calamités irrémédiables inhérents aux orientations actuelles de la civilisation industrielle, on ne peut pas ne pas être sensible à l'urgence de la nouvelle sagesse dont nous parlons ici. On ne peut pas non plus y être insensible quand on prend conscience de la décomposition éthique

de nos sociétés gérées par des règles qui ne prennent sérieusement en compte ni les besoins vitaux de tous les humains dans leur destinée commune, ni les attentes fondamentales des populations les plus misérables et les plus démunies, ni même les responsabilités qui devraient être celles de toutes les nations actuelles face aux générations futures.

Cette décomposition éthique est la manifestation d'une crise plus profonde encore : la crise du sens dans l'ordre mondial dominé par une civilisation occidentale en perte de profondeur humaine, obnubilée par sa volonté de puissance et d'hégémonie mondiale, aveuglée par son enrichissement dévoyé et de plus en plus insensible aux menaces que son mode de vie fait peser sur l'humanité. Nous aimerions reprendre ici un mot prophétique du théologien Maurice Bellet : « *Tout le monde suit l'Occident et l'Occident ne va nulle part* ».

Nous pouvons donc affirmer que face aux impératifs du développement durable et de la sauvegarde de la création, une nouvelle sagesse est nécessaire. Elle devrait avant tout être une attitude vitale de lutte contre la triple crise dans laquelle la mondialisation néolibérale a plongé le monde.

La crise de la raison, d'abord. Quand une civilisation est incapable de changer les orientations fondamentales de son mode de vie, alors que les meilleurs de ses scientifiques tirent la sonnette d'alarme au sujet des menaces écologiques et des dangers qui s'accumulent sur nos têtes, il y a manifestement crise dans l'usage de la raison. De ce point de vue, le monde actuel est devenu globalement un monde en pleine déraison. C'est grave !

La crise de l'éthique, ensuite. Elle est la conséquence même de notre déraison : de l'incapacité où se trouve l'actuel ordre mondial de casser les ressorts d'une vision du monde fondée sur les injustices flagrantes, les inégalités inacceptables, les fractures sociales insensées, les comportements inhumains d'irresponsabilité et d'égoïsme. Quand une civilisation en arrive à être à ce point insensible aux misères et aux tragédies qu'elle engendre, ce sont les bases éthiques mêmes de l'humain qui s'effondrent. Nous en sommes là et c'est très grave.

La crise du sens, enfin. Devant le problème de l'eau comme devant les problèmes de nos responsabilités face aux impératifs d'écologie et de développement durable, l'ordre actuel devient de plus en plus un pur non-sens. Il

conduit l'humanité tout droit dans le mur. Comme il ne se pose jamais la question de sa signification comme ordre social capable de rendre compte de ses choix et de ses options devant une instance qui le dépasse, il manque de sève spirituelle et de souffle de transcendance qui lui permettraient de se remettre en cause. S'il plonge de plus en plus dans le non-sens comme c'est le cas aujourd'hui, c'est parce qu'il n'a plus de profondeur spirituelle.

Pour cacher cette indigence spirituelle ainsi que la faillite éthique et la profondeur de la déraison qui le caractérise, l'ordre parle pour ne rien dire et s'agit sans agir dans le sens d'une véritable transformation de sa vision du monde. Il se paie de slogans fabriqués par des institutions internationales qu'il a mises sur pied. Des slogans qui chantent plus qu'ils ne parlent et qui n'ont jamais, en Afrique surtout, sorti un seul

pays de la crise dont souffrent les populations. A ces slogans s'ajoutent des plans et des projets que l'on propose d'année en année sans jamais se mettre à l'écoute des besoins réels des pays que l'on veut aider. La Banque Mondiale et beaucoup d'organisations multilatérales ou bilatérales sont ainsi devenues des machines à fabriquer des mots d'ordre illusoire, qui tournent dans le vide et ne font vivre que les fonctionnaires qui les fabriquent. L'Afrique, elle, n'en tire vraiment rien de bon, même si elle est fascinée par leur étincellement rhétorique et leurs irradiations verbeuses.

Nous sommes ainsi en plein *maraboutage politique* dont parle l'économiste congolais Kankwenda Mbaya, en plein *Vodou economics*, pour reprendre une expression très juste que Georges H. Bush avait utilisée pour dénigrer le programme économique de son concurrent Ronald Reagan à l'investiture républicaine pour la Maison Blanche aux Etats-Unis. Le *maraboutage politique* et le *Vodou economics* sont devenus une véritable *sorcellerie*, selon le mot d'Isabelle Stengers. Il se nourrit du souffle vital des pauvres et du sang de ses victimes sur toute la surface de la terre.

Une nouvelle sagesse

Nous devons sortir d'un tel système par une nouvelle sagesse à l'intérieur de laquelle la raison retrouverait ses droits de cité, l'éthique sa pulsation fondamentale et la spiritualité son ressort de sens. C'est jusqu'à ce niveau qu'il faut élever la réflexion, si l'on veut saisir les

Face aux impératifs du développement durable et de la sauvegarde de la création, une nouvelle sagesse est nécessaire.

enjeux réels d'un problème aussi vital que celui de l'eau dans le monde.

La nouvelle sagesse dont nous avons besoin face à un tel problème devrait se fonder sur des principes fondamentaux à promouvoir partout. A savoir :

- *La destination universelle de tous les biens vitaux de l'humanité* comme aurait dit Saint Thomas d'Aquin. Cela suppose que l'usage de l'eau, ou de tout autre produit essentiel, ne soit pas lié aux intérêts d'une entreprise, d'une nation ou d'un groupe de nations privilégiées, mais aux impératifs des intérêts vitaux de l'ensemble de l'humanité.

- *La promotion du bonheur partagé* en tant que base d'une économie solidaire à bâtir, dans un nouvel ordre mondial de progrès et de prospérité pour tous, sinon pour le plus grand nombre. Ce principe s'attaque à la perversion qui met l'économie au service d'une infime partie de l'humanité pendant que la majorité des hommes, des femmes et des enfants croupissent dans d'effroyables misères et dans la plus totale désespérance. Quand la sagesse africaine affirme « *l'eau ne s'achète pas, elle se donne* », c'est ce principe même du bonheur partagé qu'elle affirme. Il est significatif que, dans des pays comme le Bénin et le Togo, le premier geste que l'on a à l'égard d'un visiteur est de lui offrir de l'eau. Avec cette eau, c'est la vie même que l'on partage ainsi que la logique de la gratuité, c'est-à-dire le

Avec cette eau, c'est la vie même que l'on partage ainsi que la logique de la gratuité.

bonheur que l'on éprouve à donner et à se donner plutôt qu'à vendre et à se vendre.

- *Le souci de la responsabilité* qui s'impose à toutes les nations et à tous les peuples pour qu'ils ne ruinent pas leur vie en voulant tout soumettre à la logique de la puissance, de la domination et du gain. La question que pose l'Evangile a ici toute sa pertinence : « *Que sert-il à l'homme de gagner l'univers s'il ruine sa propre vie ?* ». Aujourd'hui, l'ordre n'est rien d'autre que l'ordre qui veut gagner l'univers en ruinant notre vie à tous et à toutes. C'est un ordre anthropophage, un système cannibale.

- *La libération des espaces de rêves et d'utopies* pour un autre monde possible, loin du libéralisme qui veut tout acheter et tout vendre : l'eau, l'air, le bonheur, la dignité et même le souffle et l'âme. Avec ce principe, on fait appel au développement des ressources de spiritualité et de sens, qui sont notre seule chance d'échapper à l'emprise totalitaire du néo-capitalisme. Sans ce recours à ces ressources de l'esprit, nos peuples perdront l'espérance d'un mode de vie respectueux de ce qu'il y a de plus fondamental en eux et qu'ils ne doivent perdre d'aucune façon : leur humanité.

Des engagements concrets

Tous ces principes exigent des engagements concrets pour de nouvelles manières d'être et de vivre, pour de

nouvelles modalités d'organisation sociale à l'échelle locale de la vie des populations et des nations, comme à l'échelle de toute la planète pour une nouvelle mondialisation. Ces engagements devront avant tout être pris à l'échelle locale : là où les citoyens peuvent se mettre ensemble pour trouver eux-mêmes des solutions aux problèmes d'approvisionnement en eau, comme ce fut le cas dans l'Ouest-Cameroun où, grâce à l'esprit communautaire et à l'engagement sur le terrain du Cercle international pour la promotion de la création (CIPCRE), l'eau des montagnes a pu être conduite vers les champs avec des systèmes traditionnels d'irrigation. L'imagination ici a permis de sortir du système marchand mondial et de ses contraintes financières trop lourdes pour le monde villageois.

De même, dans des pays comme le Burkina, le Sénégal ou le Mali, la solidarité des communautés paysannes et la force des groupements des villages ont rendu possibles des opérations comme celles des puits communautaires pour l'approvisionnement domestique en eau potable et l'organisation de l'irrigation des champs dans des conditions convenables.

Mais ces efforts locaux n'ont aucune chance d'aboutir à des résultats féconds et durables si le cadre mondial dans lequel nous vivons n'est pas restructuré de fond en comble. Nous devons aujourd'hui imaginer et organiser ce nouveau cadre mondial. C'est là le vrai défi du problème de l'eau.

Jean-Blaise Kenmogne

Note de référence

1 - Sur tous ces problèmes, on lira avec intérêt le numéro 24 du magazine *Ecovox* consacré au thème « L'eau, notre planète et nous ». On lira aussi avec intérêt le numéro 372 de la revue *Economie et humanisme*, mars 2005.

FOI ET DÉVELOPPEMENT : publié par le Centre L.-J. Lebreton depuis 1972 (10 n°/an) - ISSN 0339-0462 - Imprimerie SEPIC, Paris, 0147051759

REDACTION : Directeur : Albert Longchamp - **Secrétaire** : François Bellec - **Secrétariat** : Christine Join-Lambert - **Conseil de rédaction** : Geneviève André, Pierre-Henri Chalvidan, Alain Durand, Maryse Durrer, Jacqueline Heinrich, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Michel Lostis, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain, Richard Werly.

La reproduction des textes publiés dans *Foi et Développement* est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source : *Foi et Développement* n°..., avec les coordonnées du Centre international Lebreton-Irfed. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé au Centre.

CONDITIONS DE VENTE : Abonnement annuel tout pays (y compris voie aérienne) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF

Chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre du Centre L.-J. Lebreton - Virement sur compte Centre.L.-J. Lebreton - En France : CCP N° FR/10/ 20041/ 01012/ 3329712T033/ 50 - En Suisse : Banque Raiffeisen - 1233 Bernex, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF

LE CENTRE INTERNATIONAL LEBRET-IRFED :

Association de droit suisse, le Centre international Lebreton-Irfed est animé par un réseau d'antennes et de correspondants, acteurs du développement solidaire. Par eux, il conduit un travail de recherche, de formation et d'action. Le budget du Centre est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. Pour les dons, le Centre est reconnu organisme d'intérêt général ayant un caractère humanitaire et est habilité à délivrer des reçus fiscaux donnant droit à réduction d'impôt (pour la France uniquement).

CONSEIL D'ADMINISTRATION : Président : Y. Berthelot - **Directeur** : S. Regazzoni - **Administrateurs** : C. Baehrel, J. Balbis, R. Colin, T. De Guia, M. De Melo-Foucher, S. Djuweng, J.-F. Giovannini, Y. Glorieux, J. Heinrich, P. Houée, B. Huger, D. Khudori, L. Eung Kwark, B. Labaki, X. Lamblin, D. Lesaffre, A. Longchamp, M. Lostis, M.M'Baye, R.V. Mathias, R. Padrun, L. Razafimbelo, C. Roque, G. Sarazin, E. Sottas, B. Willot, F.M. Wolde.